



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service de la Protection de l'Environnement

Annecy, le 7 février 2013

Réf: PE/LB

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° 2013038-0004

Mise en demeure – Société GRAPHOCOLOR à ANNECY

VU les dispositions du Code de l'environnement, et notamment son article L514-1 (non respect des prescriptions) ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n° 2010 – 1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007- 3205 du 29 octobre 2007 autorisant la société GRAPHOCOLOR à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune d'Annecy, en ZI de Vovray au 19 avenue des Vieux Moulins ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 janvier 2013 ;

Considérant que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection du 27 juin 2012, montrent le non-respect des articles 3-3-1 et 3-3-2 de l'arrêté préfectoral n° 2007- 3205 du 29 octobre 2007 ;

Considérant qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, afin que GRAPHOCOLOR respecte les prescriptions édictées par les articles 3-3-1 et 3-3-2 de l'arrêté préfectoral n° 2007- 3205 du 29 octobre 2007 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société GRAPHOCOLOR, dont le siège social est établi 19 avenue des Vieux Moulins, en ZI de Vovray- BP 86 74005 ANNECY Cedex, est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 3-3-1 et 3-3-2 de l'arrêté préfectoral n° 2007- 3205 du 29 octobre 2007, notamment en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- ramener la concentration de NO_x dans les rejets atmosphériques provenant de la tour de lavage U3 à une valeur inférieure à 200 mg/Nm³ (NO_x exprimés en NO₂) ;
- ramener la concentration de NO_x dans les rejets atmosphériques provenant de la chaudière U1U2 à une valeur inférieure à 150 mg/Nm³ (NO_x exprimés en NO₂) ;
- ramener la concentration de NO_x dans les rejets atmosphériques provenant de la chaudière U3 à une valeur inférieure à 150 mg/Nm³ (NO_x exprimés en NO₂).

Article 2 : Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l' article 1 ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 3 : En cas d'inobservation des dispositions fixées à l'article 1 ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société GRAPHOCOLOR.
La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas parvenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations, et Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le Maire d'Annecy.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,

signé

Christophe NOEL du PAYRAT



Pour ampliation
La chef de service

Michèle ASSOUS